

On peut en dire autant du silence du Gouvernement sur les mesures d'assistance sociale en général. La courbe régulièrement ascendante de l'inflation, où le Gouvernement a sa part de responsabilité, a enlevé leur réelle valeur aux programmes d'assistance sociale annoncés de temps à autre au son de la trompette par le Gouvernement et unanimement adoptés par les députés. De toute façon, on en était si près qu'on peut parler d'unanimité. Donc, même si le discours du trône parle de ce qu'il appelle l'excellent programme d'expansion économique du Canada, il ne fait pas de doute que ceux qui sont malades, incapables de travailler parce que trop âgés, ne participent pas à cette prospérité mais constatent au contraire que leur sort s'aggrave à mesure que la production augmente.

Le discours du trône ne fait non plus la moindre allusion à un régime national d'assurance-santé. A cause des rigoureuses restrictions qu'il a imposées à son programme d'hospitalisation, le Gouvernement a transformé ses propositions de l'an dernier en ballon politique. De plus, il a de nouveau remis à plus tard l'exécution de l'engagement que le parti libéral a souscrit pour la première fois il y a 38 ans.

L'irrésolution du Gouvernement en cette affaire est insupportable.

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (M. Pickersgill) me permettra de lui dire que l'état de choses qui existe dans certains pays fait que nous pouvons recevoir au Canada un grand nombre de bons immigrants, mais qu'un des obstacles à l'immigration en provenance des pays scandinaves, du Royaume-Uni et d'autres pays semblables est l'absence, chez nous, d'un vaste régime national d'assurance-santé. Voilà ce que j'ai entendu dire plus d'une fois, par des voix autorisées, alors que je me trouvais dans le nord-Ouest de l'Europe, au cours de l'automne. Quand je disais que nous aimerions recevoir plus d'immigrants de ces pays, on me répondait que deux choses faisaient obstacle à la réalisation de ce désir. D'abord, naturellement, le travail ne manquait pas là-bas. Ensuite, ces populations estimaient que le Canada n'était pas doté de mesures de sécurité sociale assez attrayantes pour attirer des immigrants. En Grande-Bretagne, cette lacune m'a été signalée une ou deux fois par des gens qui avaient quitté le Canada après y avoir immigré. Ils avaient passé deux ou trois bonnes années au Canada, quand la maladie est venue les frapper, tarissant toutes leurs économies. Ils sont retournés là-bas pour y jouir de la protection que constituent les mesures de sécurité sociale qui y sont en vigueur.

[M. Coldwell.]

A mon avis, l'hygiène est un sujet dont il aurait dû être question ici, même lors de la session spéciale de novembre dernier, après que la Chambre eut disposé des questions d'ordre international. Je ne saurais dire à quel point j'ai été déçu de ce que le Gouvernement proroge alors la session, nous empêchant ainsi de discuter cette question à ce moment-là, ni à quel point je suis déçu en ce moment comme je l'ai été, lors de la lecture du discours du trône, quand j'ai constaté qu'il n'y était pas question de l'assurance-santé. Je m'attendais qu'il en serait question; j'étais même sûr que certaines mesures seraient prises à ce propos au cours de la présente session, qu'au moins certaines propositions seraient présentées à la Chambre, afin que, lorsque les provinces se sentiraient capables d'adopter un programme d'assurance-santé, un tel programme serait à leur disposition.

Le discours du trône ne dit rien non plus de la crise qui sévit constamment dans notre agriculture. Cet après-midi, le premier ministre (M. St-Laurent) a cité des chiffres intéressants; mais ces chiffres ne règlent pas la situation actuelle et ne réfutent pas la critique de ceux qui affirment qu'une crise à l'état chronique sévit dans notre économie agricole. J'ai parlé de cette question toutes les fois que l'occasion m'en a été fournie en cette enceinte; mais le Gouvernement a carrément refusé de prendre les mesures qui permettraient à notre agriculture d'obtenir la juste part des avantages que les progrès techniques et autres apportent à la population canadienne.

Je sais que même dans d'autres secteurs que celui de l'agriculture les gains réalisés par l'économie ne font pas l'objet d'un partage équitable et juste mais dans l'agriculture, cela va sans dire, le problème est plus durable et plus grave. Il me suffit de lire les pages financières des quotidiens pour constater des preuves non équivoques de la forte augmentation des bénéfices des diverses sociétés et des dividendes qui sont versés, augmentation qui ne se reproduit pas dans le cas de ceux qui restent, somme toute, les véritables producteurs de richesse, qu'ils travaillent dans des bureaux, des mines, des manufactures, des entreprises agricoles ou qu'ils s'adonnent à la pêche en mer. Il n'y a pas lieu de douter que le meilleur de cette prétendue prospérité se trouve accaparé par les groupes privilégiés dans notre pays. Je dis au ministre des Finances qu'il y a quelque chose de fondamentalement vicié dans l'économie canadienne lorsqu'au sein d'une prospérité relative une des industries essentielles du pays reste dans un état de dépression chronique.